

2 Actualité

«L'armée chinoise n'interviendra pas»

ASIE La contestation comprend une multitude de voix à Hongkong. Certaines sont pacifistes, d'autres prônent la violence. Mais les unes et les autres sont jusqu'ici restées unies. Interview, sous le couvert de l'anonymat, d'une figure du mécontentement

PROPOS RECUEILLIS PAR
JULIE ZAUGG, HONGKONG

Le mouvement de contestation qui a envahi les rues de Hongkong depuis début juin fonctionne de façon décentralisée, sans leaders apparents. Des dizaines d'organismes – certains actifs depuis des années, d'autres créés récemment – se passent le relais pour organiser les manifestations qui immobilisent la ville chaque week-end. Les communications ont lieu en ligne, par l'entremise de l'app cryptée Telegram. Leurs auteurs cachent soigneusement leur identité, de peur que la police ne les mette en prison, à l'instar des figures de proue de la révolution des parapluies de 2014. Nous avons interviewé l'un de ces leaders masqués, Liam, un employé de bureau qui a cofondé l'organisation Stand with Hongkong, orchestratrice d'un double rassemblement vendredi soir à Hong

INTERVIEW

le public local. Maintenant, nous devons réaliser un pas de plus et solliciter de l'aide à l'étranger.

Pensez-vous que d'autres Etats seraient prêts à intervenir? La déclaration conjointe sino-britannique entrée en vigueur au moment de la rétrocession de Hongkong à la Chine en 1997 nous assure une certaine indépendance, ainsi que la préservation de nos libertés jusqu'en 2047.

Or 22 ans à peine après son adoption, elle est régulièrement bafouée par Pékin et par le gouvernement hongkongais. La loi d'extradition [autorisant le renvoi en Chine de suspects] à l'origine du mouvement de contestation n'en est que le dernier exemple. Nous aimerions que le gouvernement britannique intervienne pour dénoncer le non-respect de ce document. Il a le devoir moral et l'obligation légale de le faire. A cela s'ajoute le fait que Hongkong est

une ville internationale avec une place financière globale. Une perte d'autonomie dans ce territoire aurait un impact sur de nombreux autres pays.

La Chine affirme que les manifestations de Hongkong sont orchestrées par des agents étrangers. Ne risquez-vous pas de renforcer ce discours? C'est une question que nous nous sommes posée, mais Pékin accuse systématiquement des forces étrangères d'être derrière

les troubles dans sa sphère d'influence, quelle que soit la réalité sur le terrain. Nous avons donc choisi d'ignorer ce risque.

Les manifestations sont devenues de plus en plus violentes au fil des semaines. Comment s'explique cette escalade? Les premières marches ont été entièrement pacifiques mais lorsque la police a répliqué avec violence, le 12 juin, cela a lancé un grand débat à l'intérieur du mouvement. Certains vou-

laient continuer sur la voie pacifique, d'autres prônaient des mesures d'autodéfense et d'autres encore étaient prêts à mener l'offensive. Ces trois stratégies ont été déployées simultanément à différents moments ces dernières semaines. L'un des principes les plus forts de notre mouvement est de toujours rester unis et de ne pas critiquer les actes des autres protestataires. Cela dit, nous n'avons pas beaucoup d'expérience de la contestation et notre mouvement est un *work in progress*. Nous apprenons de nos erreurs. Les violences qui ont émaillé le sit-in à l'aéroport de Hongkong en début de semaine [lors desquelles deux Chinois ont été détenus et frappés par les manifestants] ont provoqué une grande remise en question parmi les protestataires.

Craignez-vous une intervention de la Chine? Elle intervient déjà indirectement. Le gouvernement central a donné plusieurs conférences de presse pour déclarer son soutien à la police hongkongaise. Sans cet appui, les forces de l'ordre ne se seraient jamais permis une telle violence à l'encontre des protestataires. Quant à un déploiement de l'armée chinoise, nous n'y croyons pas. Les conséquences seraient trop graves pour la place financière de Hongkong. La prospérité de cette cité, qui est cruciale pour Pékin, dépend du respect de l'état de droit. Mais si cela devait arriver, de nombreux manifestants seraient prêts à aller jusqu'au bout, prêts à mourir.

Quelles sont les revendications du mouvement actuellement? Elles étaient à l'origine focalisées sur la loi d'extradition, mais elles se sont progressivement élargies pour inclure la lutte contre les brutalités policières et l'introduction du suffrage universel. Les violences commises contre les protestataires ont monopolisé l'attention ces dernières semaines, mais nous ne devons pas perdre de vue qu'il s'agit d'un combat plus vaste, pour préserver nos libertés. D'ailleurs les deux questions sont inséparables: la police se permet d'agir comme elle le fait, justement parce que nous n'avons pas de démocratie.

Songez-vous à l'après-2047? Oui, et il y a des vues très différentes au sein du mouvement. Certains argumentent que nous devons nous battre pour préserver le statu quo, même au-delà de cette date [à laquelle les garanties négociées en 1997 tomberont]. D'autres pensent que nous devons viser l'indépendance. Mais cette dernière option reste taboue. ■

«Nous nous sommes organisés en ligne et ne nous sommes jamais rencontrés dans le monde réel»

Kong, puis samedi à Londres. **Comment le mouvement Stand with Hongkong est-il né?** Nous sommes un groupe de Hongkongais sans affiliation politique particulière. Nous avons pris part aux premières manifestations en juin et avons décidé de former une organisation pour soutenir le mouvement de protestation. Nous nous sommes organisés en ligne et ne nous sommes jamais rencontrés dans le monde réel. A partir de juillet, nous avons compris qu'il nous fallait le soutien de la communauté internationale et avons commencé à mettre sur pied des activités à l'intention de l'étranger.

Quels types d'activités? Nous avons commencé par lever 320000 livres lors d'un appel de fonds. Cet argent nous a permis d'acquérir des pages de publicité dans les médias britanniques, ainsi que d'organiser des flash-mobs à Londres. Nous avons même loué un bus rouge à deux étages pour sillonner la ville et attirer l'attention du public.

Pourquoi pensez-vous avoir besoin du soutien de la communauté internationale? Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour nous adresser à Hong Kong et informer



Manifestants hongkongais défilant pour la démocratie au centre de Londres. (GUY SMALLMAN/GETTY IMAGES)

Forte mobilisation pour la démocratie

HONGKONG Des centaines de milliers de manifestants ont bravé pacifiquement, dimanche, la pluie et la police

AFP

Des centaines de milliers de manifestants pro-démocratie ont envahi dimanche les rues de Hong Kong, bravant la police et des trombes d'eau pour montrer que leur mouvement reste populaire en dépit des violences et des menaces d'intervention de Pékin.

La mobilisation, qui a débuté en juin et qui est sans précédent dans l'ex-colonie

britannique, avait vu son image ternie cette semaine par des scènes de violences après cinq jours de sit-in dans l'aéroport.

Pour couper court aux accusations de «terrorisme» qui ont émané du gouvernement central chinois, un appel à un rassemblement «rationnel et non violent» pour dimanche avait été lancé par le Front civil des droits de l'Homme (FCDH).

Affluence record

Selon cette organisation non violente, plus de 1,7 million de personnes ont défilé dimanche, soit la plus forte mobilisation depuis des semaines.

«Ce fut une longue journée et nous sommes très fatigués, mais voir autant de gens marcher pour Hong Kong sous la pluie, ça donne de la force à tout le monde», a lancé un des manifestants, Danny Tam, 28 ans.

En début d'après-midi, la foule s'était d'abord massée sous une pluie battante dans le Parc Victoria, au cœur de l'île de Hong Kong, formant une mer de parapluies multicolores. Les manifestants ont ensuite défilé en direction du quartier d'Admiralty, bravant l'interdiction de la police qui n'avait autorisé qu'un rassemblement statique dans le parc. ■

Open Arms refuse de conduire ses passagers en Espagne

MIGRATIONS Le capitaine du navire souligne la situation d'urgence humanitaire à laquelle il est confronté

AFP

L'ONG Proactiva Open Arms a refusé dimanche l'offre de l'Espagne d'accueillir son bateau transportant une centaine de migrants en Méditerranée, jugeant «absolument irréalisable» de rallier le port proposé à cause de l'«urgence humanitaire». Le gouvernement espagnol avait proposé plus tôt dans la journée d'accueillir dans le port d'Algésiras (extrême sud) le navire

de l'ONG, qui se trouve actuellement face à l'île italienne de Lampedusa, en raison de «la situation d'urgence» à bord et face à «l'inconcevable décision des autorités italiennes de fermer tous leurs ports».

Cinq jours de plus

Mais il est «absolument irréalisable» pour le bateau, qui transporte 105 adultes et deux enfants dans des conditions «intenable», d'aller jusqu'à Algésiras face à l'«urgence humanitaire» après 17 jours de mer, selon Laura Lanuza, porte-parole de Proactiva Open Arms. Son fondateur, Oscar Camps, a précisé qu'il faudrait cinq

jours au bateau pour parcourir les presque 1000 miles nautiques jusqu'à Algésiras.

Le Ministère espagnol des affaires étrangères avait lancé parallèlement, dans un communiqué, un dernier appel «aux autorités italiennes pour qu'elles autorisent le débarquement» des migrants. «Le gouvernement italien peut être assuré que, dès que les migrants auront débarqué, ils seront immédiatement répartis» entre les pays qui ont proposé de les accueillir: France, Allemagne, Luxembourg, Portugal, Roumanie et Espagne, selon le texte.

Par ailleurs, Madrid a indiqué «étudier la possibilité de se pourvoir devant l'Union

européenne ou devant les institutions garantes du respect des droits humains et du droit maritime international» pour contester l'attitude de l'Italie. Vendredi, Marc Reig, le commandant du navire, avait décrit une situation «explosive» à bord.

«Aucun pas formel»

Le ministre de l'Intérieur italien, le leader d'extrême droite Matteo Salvini, avait accepté samedi à contrecoeur de laisser débarquer 27 migrants mineurs non accompagnés. Mais il continue à refuser le débarquement du reste des passagers, en dépit des engagements d'autres pays.

«La Commission [européenne] a eu des contacts intensifs au cours de la semaine écoulée et nous sommes très reconnaissants de la coopération de la France, de l'Allemagne, du Luxembourg, du Portugal, de la Roumanie et de l'Espagne», avait commenté vendredi à Bruxelles une porte-parole de la Commission, Vanessa Rock.

Mais «aucun pays européen n'a fait de pas formel pour accueillir les migrants se trouvant à bord», avaient rétorqué le même jour des sources au Ministère de l'intérieur italien, réclamant des engagements concrets. ■